

L'ANTHROPOLOGIE DU CHANGEMENT SOCIAL ET DU DEVELOPPEMENT COMME AMBITION THEORIQUE ?

*Jean-Pierre Olivier de Sardan
Anthropologue, et directeur de recherche, EHESS*

In Bulletin de l'APAD, no 1, 1991, 7 pp.

Il ne sera question dans cet exposé que de la facette "fondamentale" de l'anthropologie du changement social et du développement, et non de sa facette "appliquée" (cette dernière, n'ayons crainte, sera objet de nombreux débats...) L'hypothèse de départ est la suivante : l'anthropologie du changement social et du développement constitue un enjeu important pour l'anthropologie fondamentale, et même pour les sciences sociales en général.

Il y a deux attitudes possibles quant aux rapports entre anthropologie du changement social et du développement et anthropologie classique. La première, défensive, simple, consisterait à vouloir réhabiliter l'anthropologie du changement social et du développement en tant que "mal-aimée" de l'anthropologie académique. On critiquerait alors les remarques de Lévi-Strauss distinguant non sans condescendance l'anthropologie "à l'état pur" (la sienne...), et l'anthropologie "à l'état dilué", l'anthropologie du développement... On réclamerait que des études anthropologiques sur les réactions villageoises face à un programme d'irrigation, ou sur les conflits pasteurs/agriculteurs, ou sur la délinquance urbaine, puissent bénéficier de la même considération académique que celles portant sur les systèmes de parenté ou la cosmogonie. Mais le risque serait de verser dans une sorte de corporatisme pleurnichard de Sous-discipline brimée, réaction compréhensible sûrement ; légitime sans doute, mais fort probablement peu productive... La seconde solution, plus offensive, plus complexe aussi, consiste à voir dans l'anthropologie du changement social et du développement une des sources possibles d'un certain renouvellement des sciences sociales. Il faut comprendre ici "anthropologie" au sens large, autrement dit un certain "point de vue" sur le social, transversal aux différentes sciences humaines (ethnologie, sociologie, histoire, science politique, etc.), Au secours des Sciences Sociales ?

La démonstration tiendrait alors en quatre points, dont les trois premiers ne peuvent être développés ici, mais que l'on me permettra cependant, sans les expliciter, de tenir provisoirement pour acquis...

1) Les sciences sociales sont en crise... (fin des grands systèmes interprétatifs "clés en main" ; écartèlement entre une accumulation de monographies et d'études de cas incommensurables et l'essayisme comparatiste débridé ; écartèlement aussi entre un quantitativisme immodéré et un qualitatifisme spéculatif et/ou narcissique...).

2) Les sciences sociales se tournent de plus en plus vers l'anthropologie comme un "recours", en raison de propriétés heuristiques et méthodologiques dont, à tort ou à raison, on pense que l'anthropologie est porteuse (cette "demande" scientifique qui émane de diverses disciplines - sociologie, géographie, histoire, science politique... - se manifeste en général par

une "anthropologisation" de chercheurs de ces disciplines ; cf. les historiens faisant désormais de l'"anthropologie historique", les micro-économistes de l'Afrique s'adonnant à l'"anthropologie économique", les politologues s'intéressant aux "modes populaires d'action politique", etc.).

3) Hélas l'anthropologie "centrale", du moins dans sa configuration actuelle, n'est guère souvent en mesure de mener ce type de dialogue ou de répondre à de telles attentes, et ce ne sont pas toujours les secteurs les plus dynamiques et novateurs de la discipline qui "font" l'image de la discipline à l'extérieur du cercle des pairs (poids des traditions académiques, traditionalisme culturaliste, dérives "exotiques", courants "déconstructionnistes" et "textualistes"...))

4) Les processus de changement social et de développement fournissent à l'anthropologie de nouveaux objets et lui posent de nouvelles questions. Par là ils peuvent contribuer à renouveler pour une part les problématiques non seulement de l'anthropologie, mais à travers elle des sciences sociales.

Il faut en effet pour les appréhender mettre au point de nouveaux concepts, développer de nouvelles stratégies d'investigation, de nouveaux dispositifs méthodologiques, au cœur même d'une démarche anthropologique qui reste indispensable pour les comprendre : par exemple, la technique de l'informateur privilégié ou l'analyse structurale ne sont guère adaptées à l'appréhension des processus de changement social. Et pourtant les approches qualitatives ou l'observation participante" semblent incontournables pour aborder ces questions... Vœux et atouts

Pourquoi un tel optimisme sur les capacités heuristiques de l'anthropologie du changement social et du développement ? S'agit-il là d'un vœu pieux ? Y aurait-il une tradition propre à l'anthropologie du développement qui permettrait d'affirmer qu'elle peut avoir de telles prétentions ? Les faits de changement social et de développement seraient-ils dotés de propriétés particulières ? Ces trois réponses, aussi paradoxal que cela apparaisse, comportent chacune une part de vérité...

1) Vœu pieux ? À certains égards oui. Mais la création de l'APAD signifie que nous espérons de ce vœu qu'il puisse se transformer en "prophétie auto-réalisatrice". Sans pari théorique, sans ambition intellectuelle, à quoi bon l'APAD ?

2) Tradition spécifique de l'anthropologie du changement social et du développement ? À certains égards oui, dans la mesure où, dans la tradition française, Balandier, qui apparaît pour beaucoup comme une sorte de père fondateur de ce type d'anthropologie, a été justement celui qui a élevé dans les années 50-60 une voix différente de celle de Lévi-Strauss et d'un structuralisme à l'époque envahissant, en mettant l'accent sur les dynamiques sociales, la diachronie, les ruptures et les contradictions. Il est vrai que c'est l'anthropologie économique marxiste qui a pris pendant quelques années la suite de Balandier, et il n'est pas sûr que, au delà de quelques acquis incontestables, elle ait beaucoup fait avancer la question de l'appréhension anthropologique des processus de changement social.

Cependant c'est bien dans la postérité de Balandier, et après cette sorte de parenthèse marxiste, que l'on trouve depuis une bonne dizaine d'années un regain d'intérêt pour les phénomènes dits de "développement" ; et c'est toujours dans son sillage que l'on constate l'apparition massive de notions telles que "logiques paysannes" ou "stratégies", qui (aussi confuses soient-elles souvent), en même temps qu'elles marquent un net désengagement envers les problématiques des "modes de production", signalent un glissement de l'anthropologie économique à l'anthropologie politique, en particulier d'inspiration anglo-saxonne. On passerait ainsi d'une appréhension du changement social comme transition d'une structure économique vers une autre à une appréhension du changement social comme enjeu de pouvoirs (l'un n'annulant pas forcément l'autre)...

Balandier lui-même a d'ailleurs été le principal introducteur en France de cette anthropologie politique anglo-saxonne du changement social (cf. Bailey). Et c'est dans les récents développements de cette tradition -là qu'on peut trouver certaines études novatrices de ces dernières années en ce qui concerne notre thème (cf. Scott, Long...) : ces problématiques, qu'on peut appeler "interactionnistes" bien qu'elles aient le grand mérite de prendre en compte les contraintes structurelles, rompent à la fois avec l'hyper-empirisme et avec le structuro-fonctionnalisme qui ont dominé les sciences sociales anglo-saxonnes. Elles mettent l'accent sur les ressources des acteurs sociaux "d'en bas" et leurs "marges de manœuvre" sans pour autant négliger les déterminations et pesanteurs qui contraignent et bornent ces marges de manœuvre, et insistent sur la capacité d'action des individus et groupes (cf. la notion de "agency" chez Giddens)...

3) "Propriétés" inhérentes aux faits de changement social et de développement ? À certains égards oui, étant entendu que c'est par pure commodité que je sépare cet aspect-là du précédent : bien évidemment les traditions d'anthropologie du changement social et du développement sont impliquées dans la "production" de ces "propriétés" que je vais attribuer ici par pure rhétorique aux faits de développement en eux-mêmes... Mais c'est là une perspective qui mérite point de s'y attarder quelques instants. Les "propriétés" des "faits de développement"

En effet on pourrait "attribuer" aux processus de changement social et de développement quatre "propriétés" principales qui infléchissent le regard anthropologique lui-même :

l) Les processus de changement social et de développement mettent nécessairement en rapport des normes, des cultures et des sous-cultures hétérogènes, des systèmes de valeurs hétérogènes, des configurations de savoirs et de représentations hétérogènes, des systèmes d'action hétérogènes, des stratégies et logiques sociales hétérogènes...

Or la plupart des objets de l'anthropologie classique ne sont pas à un tel confluent. Ou encore, on peut dire que l'anthropologie classique se choisit des objets qui permettent de mettre plutôt en valeur la permanence, l'homogénéité, la cohérence...

C'est cette confrontation d'éléments hétérogènes, divergents, dissemblables, contradictoires, qui est par contre au cœur de l'anthropologie du changement social et du développement. C'est nécessairement une anthropologie du syncrétisme. Et c'est l'interaction complexe de ces éléments hétérogènes qui est au cœur de la construction de l'objet propre à l'anthropologie

du changement social et du développement. C'est pour cela que l'anthropologie du développement doit s'intéresser non seulement aux "communautés locales", aux "populations-cibles", mais tout autant aux dispositifs d'intervention, aux médiateurs et courtiers, aux agents extérieurs...

Interviennent alors des phénomènes de : confrontation, négociation, rejet, détournement, accommodation, subversion, rapports de force, compromis, transactions... Que ces phénomènes soient appréhendés aux niveaux cognitif, économique, politique, symbolique, etc., peu importe : les termes listés ci-dessus sont les termes qui tendent à s'imposer dans les énoncés propres à l'anthropologie du développement, ne serait-ce que sur un mode descriptif ; ces termes sont, on peut le constater aisément, absents de l'anthropologie classique.

Or ces notions-là non seulement sont indissociables des faits de développement africains, mais ils sont de plus inscrits au centre de la plupart des phénomènes sociaux contemporains. A cet égard l'anthropologie rejoint d'autres sciences sociales ; elle a ainsi tout intérêt à tirer parti des leçons de la sociologie des organisations, tant en ses aspects positifs (appréhension des stratégies d'acteurs) qu'en ses aspects plus contestables (appel à une notion douteuse de "culture" : Crozier)...

2) Les processus de changement social et de développement mobilisent des structures "intermédiaires", "informelles", transversales : des "réseaux", des affinités, des clientèles, des sociabilités locales, professionnelles, familiales... Nous ne pouvons en rendre compte avec une vision plus ou moins durkheimienne des "institutions", selon laquelle l'anthropologie a constitué les chapitres de ses monographies : le pouvoir, la parenté, la religion, etc.. Entre l'acteur et les ordres établis (symboliques, politiques, etc.), il y a des dispositifs sociaux plus labiles, ambivalents, ajustables, qui doivent être décrits et compris.

Dans ce domaine aussi l'anthropologie doit faire alliance avec la sociologie : cette fois il s'agirait plutôt de la sociologie des réseaux, en évitant le piège des dérives formalistes où elle est trop souvent tombée...

3) Les processus de changement social et de développement sont par définition diachroniques, et cette dimension-là est trop souvent oubliée par les écoles anthropologiques classiques (fonctionnalisme, culturalisme, structuralisme, symbolisme...), qui ont eu une forte propension à jeter le bébé historique avec l'eau du bain évolutionniste.

4) Les processus de changement social et de développement se situent à l'interface entre anthropologie et sociologie "macro" d'un côté, et ethnographie et sociographie "micro" de l'autre. Autrement dit, à l'interface entre pesanteurs structurelles et action propre des agents sociaux. Les faits de changement social et de développement mettent quasi inévitablement en valeur à la fois l'existence de contraintes externes et l'autonomie ou les capacités d'initiative (ou de résistance) des individus et des groupes locaux.

Là encore l'anthropologie classique tend à privilégier au contraire l'autonomie des systèmes culturels, et, ce faisant, oblitère à la fois l'effet des contextes plus larges (d'où le rappel

nécessaire en son temps par Balandier de la "situation coloniale") et les bricolages créatifs des acteurs sociaux.

Trois "points de vue heuristiques".

Ces quatre "propriétés" propres aux faits de changement social et de développement permettent de clarifier certaines "perspectives heuristiques" entre lesquelles oscillent sans cesse les sciences sociales. Et c'est peut-être en cela que l'anthropologie du changement social et du développement peut contribuer à éclaircir certains débats épistémologiques récurrents qui débordent la seule anthropologie. J'évoquerai ici fort brièvement trois "perspectives heuristiques" en particulier : le holisme, l'individualisme méthodologique et le "populisme".

1) L'anthropologie comme "point de vue de la totalité"

C'est d'un tel point de vue "holiste" que l'on crédite souvent l'anthropologie au sein des sciences sociales (même s'il est présent chez les fondateurs de la sociologie elle-même), holisme auquel elle apporterait le secours de ses méthodes de terrain spécifiques.

L'anthropologie du changement social et du développement reprend cette perspective holiste. En effet elle doit mettre en évidence le fait que les logiques multiples qui se confrontent autour des processus de "développement" ne relèvent pas seulement de groupes d'acteurs différents (et renvoient en partie à des conflits de rationalités) mais aussi mobilisent des registres variés de la réalité sociale, qu'il convient d'appréhender simultanément. Pratiques et représentations mobilisées sont toujours à la fois d'ordre économique, social, politique, idéologique, symbolique...

Dans un premier temps on a "découvert" que face aux logiques technico-scientifiques ou économiques occidentales se dressaient d'autres logiques techniques ou économiques tout aussi respectables : face à une logique de la maximisation du profit, ou à une logique de la maximisation des rendements, on a mis en évidence l'existence d'une logique de la minimisation du risque ou de la maximisation du travail... Mais peu à peu cette réhabilitation des rationalités paysannes s'élargit à une reconnaissance des autres niveaux de logiques, qui, tout autant que les normes économiques locales, règlent les modes de comportements : rôle des logiques politiques, qui visent à l'accroissement ou à la préservation de zones de pouvoir ou d'influence... ; part jouée par les modes de reconnaissance sociale ou les critères de prestige ; ou encore efficace des systèmes de représentations et des identifications symboliques...

Ce n'est pas un hasard si l'anthropologie du changement social et du développement se situe largement dans l'héritage de Polanyi, en ce que celui-ci a particulièrement insisté sur la notion de "embeddedness", c'est-à-dire sur l'"enchâssement" de "économie dans la vie sociale en général. Quelles que soient les diverses formulations et thèses qui ont repris récemment cette perspective (depuis celles, malheureuses, de G. Hyden sur l'"économie de l'affection" jusqu'à celles, plus prudentes, de Thompson et Scott sur l'"économie morale"), c'est bien la nécessité de prendre en compte simultanément les registres divers de la réalité sociale, telle que l'appréhendent les cultures, sous-cultures et acteurs sociaux, qui est à l'ordre du jour.

Ce holisme là est indispensable à l'anthropologie du changement social et du développement.

Mais par contre l'anthropologie du changement social et du développement met en question directement un autre type de holisme : celui qui considère la société comme un tout homogène et cohérent, quelles que soient les propriétés dont on affecte ce tout, autrement qu'il soit perçu comme despotique et "totalitaire", ou comme communautaire et égalitaire... C'est le cas avec un certain "culturalisme" qui rabat toute une société (et la diversité des groupes et des sous-cultures qui la composent) sur "un" système de valeurs culturelles, voire un "caractère national" ou une "personnalité de base", si ce n'est un "habitus"...

Peut-être pourrait-on, pour différencier ces deux holismes, parler de "holisme méthodologique" en ce qui concerne le premier, qui est éminemment souhaitable, et de "holisme idéologique" à propos du second, qui me semble fort contestable, du moins pour autant que l'on s'intéresse aux processus de transformation et aux dynamiques sociales. Les faits de développement exigeraient alors de faire appel au holisme méthodologique et de se détourner du holisme idéologique...

2) L'anthropologie comme mise en évidence des stratégies d'acteurs

Cet autre "point de vue heuristique" est en général associé à ce que l'on a appelé l'"individualisme méthodologique". Il est représenté non seulement en sociologie (Schelling, Boudon) mais aussi en anthropologie (Barth) et même en anthropologie du développement (Popkin). Mais peut-être faudrait-il désagréger cette expression, et distinguer, comme nous l'avons fait pour le holisme, un "individualisme méthodologique" proprement dit et un "individualisme idéologique", abusivement confondus derrière l'expression d'individualisme méthodologique telle qu'elle est employée tant par ses défenseurs que par ses détracteurs, qui mélangent et confondent les deux dimensions.

L'anthropologie du changement social et du développement est "actor-oriented" (Long). Elle privilégie les points de vue et les pratiques des acteurs de base et des "consommateurs" de développement. En ce sens elle tend à mettre en évidence leurs stratégies, aussi contraintes soient-elles, leurs marges de manœuvre, aussi faibles soient-elles, leur "agencité" (agency). Elle souligne les logiques et les rationalités qui sous-tendent représentations et comportements. Elle met l'accent sur l'existence de réels "niveaux de décision" à tous les échelons, et de choix opérés par les individus en leur nom ou au nom des institutions dont ils se considèrent comme les mandants. On peut considérer un tel "point de vue heuristique" comme relevant de l'individualisme méthodologique proprement dit. Il permet d'éviter de prendre les agrégats produits par les sciences sociales (société, culture, ethnie, classe sociale, système de parenté, mode de production, catégorie socio-professionnelle...) pour des sujets collectifs dotés de volition, et pare aux risques de substantialisation et de déterminisme inhérents à la manipulation de tels concepts.

Mais l'anthropologie du changement social et du développement ne peut supposer ni "une" rationalité universelle de l'acteur social, plus ou moins calquée sur le modèle de l'économie néo-libérale, ni un principe formel unique qui serait la matrice de toutes les logiques d'action particulières. Elle ne réduit pas les stratégies des acteurs à la seule "maîtrise des zones d'incertitudes", ou à la maximisation du rapport moyens/fins. Elle sait que les acteurs "réels",

individuels ou collectifs, circulent entre plusieurs "logiques", choisissent entre diverses normes, sont aux confluent de plusieurs rationalités. En ce sens l'anthropologie du changement social et du développement ne peut accepter l'"individualisme idéologique" qui se dissimule souvent dans ce que ses spectateurs appellent l'individualisme méthodologique.

3) L'anthropologie comme "parole des muets"

C'est une autre caractéristique de l'anthropologie que d'être souvent assimilée au recueil et à l'expression du point de vue de "ceux d'en bas" : elle s'attache en effet à "découvrir" les dires oubliés ou non entendus, à prendre au sérieux les discours et les représentations des groupes sociaux dominés, défavorisés, marginalisés, colonisés, exclus. Et l'anthropologie du développement se met plutôt du côté des "populations-cibles", celles dont les institutions de développement entendent améliorer le sort sans guère se donner les moyens de les connaître...

Nous sommes là bien sûr dans le registre du "populisme", entendu comme rapport social/idéologique/scientifique entre les "intellectuels" et le "peuple". Le populisme est une donnée centrale tant du monde du développement que du monde des sciences sociales (cf. Kitching, Robertson, Passeron...). Et une fois encore je tenterais de désagréger cette notion en deux composantes, un "populisme méthodologique" et un "populisme idéologique".

Le populisme méthodologique, ce serait alors l'analyse des savoirs populaires, des normes locales, des représentations autochtones. En ce qui concerne les processus de changement social et de développement, cela déborderait singulièrement du champ de ce qu'on appelle les "ethno-sciences" ou du domaine des "systèmes de pensée indigènes", pour s'attacher aux dynamiques et aux syncrétismes (et y compris l'incorporation de savoirs et représentations d'origine "occidentale"). Si c'est cela que l'on appelle le niveau "émic" (Pyke), le populisme méthodologique s'assimilerait à une attention systématique portée à l'"émic d'en-bas". Il s'agit bien d'un "point de vue heuristique", selon lequel les "dominés", les "développés", les "acteurs de base" ont des "ressources" (cognitives, interprétatives, stratégiques) qu'il convient de "découvrir".

Mais on voit aussitôt en quoi le piège du populisme idéologique menace, et que l'anthropologie du changement social et du développement doit effectuer d'autant plus une rupture avec ce populisme idéologique qu'il est plus prégnant dans les institutions de développement : l'idéalisation des savoirs populaires, la mythification des communautés paysannes, l'exaltation inconsidérée des dynamiques locales, la rhétorique de la participation, sont autant de façons de prendre ses propres désirs pour des réalités là où l'anthropologie du changement social et du développement se donne justement pour mission de mettre à jour autant que possible les réalités des autres.

Ces trois "points de vue heuristiques" n'ont rien d'incompatible, ils ne préjugent pas de paradigmes de recherches plus durs, et me semblent pouvoir parfaitement être combinés (à la différence de leurs homologues "idéologiques" respectifs). L'anthropologie du changement social et du développement n'a certes pas le monopole de l'utilisation de ces points de vue, et ce sont là sans aucun doute des ressources méthodologiques propres aux sciences sociales en général. Cependant il me semble que, dans la conjoncture actuelle de nos disciplines, elle

est particulièrement bien placée pour en tirer profit de façon innovante. Mais peut-être en revenons nous là au "pari" évoqué plus haut...

Retour au texte de l'auteur: Jean-Marc Fontan, sociologue, UQAM

Dernière mise à jour de cette page le vendredi 8 mai 2020

Par Jean-Marie Tremblay, sociologue

professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi.